

LA LUTTE TRANSFORME



À St-Victor-et-Melvieu, RTE est tombé sur un os. Des habitant-es refusent d'être les dindons de la farce du capital vert. Le giga-transformateur et les éoliennes industrielles peuvent aller se faire voir . Ou rester dans les plans virtuels des technocrates. Car des collines du Sud-Aveyron à l'exploitation minière en Chine, en passant par les grandes métropoles, la transition énergétique se fait sur le dos des peuples et de leur environnement. L'assemblée de L'Amassada vous invites à venir bâtir cette opposition.

Aucun habitant n'était au courant. En 2010, à Saint-Victor-et-Melvieux, à 15 km au nord de Saint-affrique, deux conseillères municipales apprennent incidemment qu'un projet de transformateur électrique de dix hectares est prévu sur « la plaine » au dessus du village. Porté par la société RTE (Réseau de Transport d'électricité, filiale de EDF), le dossier de présentation du projet existait depuis 2009, caché dans un tiroir de la mairie. Des maires des localités avoisinantes, la Chambre d'Agriculture, la Direction Régionale de l'Industrie (DREAL) et La préfecture de l'Aveyron s'étaient prononcés en faveur de ce méga-Transfo, lors d'une réunion plénière tenue à huis clos, sans jamais demander l'avis des habitant.es du village.

En réaction, se crée l'association « Plateau survolté » : collectif du causse Saint-Affricain pour la sauvegarde de la biodiversité et contre la construction d'une zone électro-industrielle. En 2014, des habitant.es présentent une liste contre le transformateur aux élections municipales et l'emportent. Lors du premier conseil, l'équipe votera contre le projet à 9 voix contre et 2 abstentions.



Le but de ce transformateur est de collecter et distribuer les nouvelles quantités d'électricité produites par l'éolien industriel principalement. Le coût minimum du projet est de 75 000 million d'euros, pour un espace clôturé occupant 5 à 7 hectares. La surface à défricher et à déboiser serait d'environ 7 000 m² et le volume des déblais à évacuer de 110 000 à 160 000 m³, soit 60 à 110 semi-remorques tous les jours pendant six mois, soit 18 300 à 26 650 aller-retour de camions. Sont prévues quatre kilomètres de lignes électriques aériennes de 400 000 Volt comportant seize pylônes de 20 à 45 mètres de hauteur et deux lignes de 225 000 volts.

Lors d'une réunion sur les champs électromagnétiques, un conseiller municipal de Saint-Victor énonce : « *Ce projet est surdimensionné et donc inacceptable par la population pour laquelle le seuil de tolérance est déjà atteint, nous avons 140 pylônes, 15 lignes Haute Tension et Très Haute Tension et un poste électrique de trois hectares au PLANOL, sur un autre versant aux abords du village* ». Quand des habitants excédés réaffirment au représentant de RTE que personne ici n'en veut, celui-ci finit par conclure cyniquement que « *si on écoutait les gens, on ne ferait rien. Nous, on avance !* ».

La construction du transformateur implique l'expropriation de deux jeunes agriculteurs, opposés au projet et à la vente de leurs terres. Victor, l'un d'eux, ne se laissera pas faire car en plus de la valeur sentimentale des terres qu'a défriché et travaillé son grand-père, c'est une parcelle fourragère qui lui permet de nourrir ses brebis. Le transformateur surplomberait la maison de ses parents et de sa grande tante. Victor refuse farouchement de voir ce cause transformé en centrale électrique. Comme pour attiser un peu plus sa colère, face à sa maison se trouve le chantier de Crassous, avec ses mâts de mesures éolien, clignotant rouge en permanence.

Victor et certains d'entre nous, habitant.es de la région, décident alors de peupler ces terres à défendre. C'est dans ce contexte que s'est bâtie l'Amassada – l'assemblée en occitan, une cabane construite sur les terres convoitées par RTE pour ce méga-transfo, le 21 décembre 2014. Un mois plus tard, cette cahute est inaugurée sous la neige et dans les tourbillons du vent d'Autan. Située stratégiquement au carrefour des infrastructures électriques, sa position empêche la construction d'un nouveau nœud du réseau sur un des axes majeurs nord-sud du transport d'électricité.



Ce lieu est devenu vital. Les rencontres, les journées passées à construire, à échanger des techniques ou des idées, à fêter ensemble les actions menées : tout cela donne la consistance de cette cabane. Désormais, une maison en pierre et ballots de paille ainsi que des halles pour les banquets, une éolienne artisanale se sont ajoutés, dessinant un véritable hameau de résistance.

Des arrestations

Une opposante au projet déclare : *« On pourrait faire monter le spectaculaire de cet histoire là, mais bon... Nous ne sommes pas des criminels, nous ne sommes pas des victimes ; c'est nos vies, et nos vies maintenant sont mêlées à ce combat là. »*

Le jeudi 25 janvier 2018 vers 7h00 du matin, treize habitant.es de tout âge et de tout horizon, de plusieurs communes du Sud-Aveyron, se voient notifier leur mise en garde-à-vue avec des avis de recherche au nom du peuple français. Pour les embarquer, un dispositif d'une centaine de gendarmes, dans lesquels se trouvaient des unités du Pelotons de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie et des officiers de la Brigade de Recherche de Rodez ayant plutôt l'habitude d'enquêter sur des crimes. Certains d'entre nous seront pris dans leur lit, d'autres dans leur

bergerie, ou encore menottés devant l'école où vont leurs enfants. Ces personnes ont été envoyées dans différentes gendarmeries du Nord-Aveyron afin d'empêcher tout rassemblement de soutien.

Le procureur de la république de Rodez et la préfète de l'Aveyron ont déployé une opération qui a marqué nos corps. Les rues des villages sont bloquées par des véhicules d'intervention, il y a des brigades mobiles équipées de gilets de protection, de casques, d'armes à feu, flash-balls et tasers, arrêtant tous les riverains. Après vingt minutes dans la maison avec quinze gendarmes autour d'une seule personne, la fouille au corps et la mise des menottes se déroule sur le perron aux yeux des voisins.

Chacun.e à sa manière tentera de tenir tête à la situation, et persistera à ne rien déclarer avec plus ou moins de réussite, car entre la cellule et la pression mise par les Officiers de la PJ, ce n'est pas chose aisée. Un rassemblement de soutien a lieu devant la gendarmerie de Saint-affrique, où de nombreuses personnes viennent de partout. Les comparses seront tous et toutes libérés à 16h30 sans mise en examen, ni suite pour le moment. Les Officiers de la Police Judiciaire n'avait rien dans leur dossier.

Le lendemain de cette opération, cinq nouvelles personnes sont assignées en référé le lundi matin au tribunal de Rodez. Les sociétés Theolia-futurenedf et la Centrale éolienne des Soutets veulent leur interdire pendant quatorze mois de pénétrer sur les hauteurs de Saint-affrique, à Crassous, et notamment sur le chantier des six éoliennes industrielles de 125 mètres de haut. Tous et toutes ont été relaxé car le dossier contenait des erreurs grossières. Le numéro un de l'éolien en France s'est offert les services du cabinet d'avocat GREEN LAW, la loi verte. Et ce, sans ironie.

L'envers d'un chantier

Notre « club des cinq » a mené l'enquête. « CESOU » est l'acronyme de Centrale éolienne des Soutets, ce lieu-dit à la limite de Saint-Affrique. Cette société par Action simplifiée à associé Unique, possède 10 000 euros de capital. L'unique actionnaire de cette petite centrale c'est Theolia-france, un groupe bien connu des spécialistes de la finance spéculative. En 2014, la journaliste et lanceuse d'alerte M.J Pasquette parle de l'affaire Théolia comme d'une « *rocambolesque tartufferie boursière qui dépossède ses actionnaires* » ! La société passe par d'opaques filiales

luxembourgeoises pour vendre ou acheter des actifs, à l'instar de certaines affaires troubles impliquant des gérants de Fond Commun de Placement dans l'Innovation.

En 2015, Theolia change de nom et de responsables, et recommence, avec « Futuren ». Implanté en **Allemagne, France, Maroc et Italie**, la Vente d'électricité est la principale activité du Groupe. Futuren est dirigé par des professionnels de la finance, issus notamment de banques internationales, du négoce de carburant, d'EDF, de GDF-SUEZ, etc.

Les pieds ancrés dans le sol, nous sommes à CRASSOUS. On a continué notre enquête. Le CESOU a deux adresses : l'une à « les Condamines, 12400 SAINT-AFFRIQUE », près de chez nous. On voulait les rencontrer puisqu'ils étaient sur place. Mais personne ne trouvera cette adresse. Cet endroit n'existe pas. On leur a écrit, au cas où il y aurait un suivi postal. C'était le 3 janvier 2018, personne ne nous a répondu.

La deuxième adresse est au « 77 Rue Samuel Morse à Montpellier ». Surprise, l'adresse existe bel et bien mais c'est aussi le domicile postal d'une myriade de petites centrales éoliennes, de banques, de sociétés d'expertises comptables, de fonds d'investissements spéculatifs. C'est aussi l'adresse de Théolia. Ce montage de sociétés, imbriquées les unes dans les autres, capable de se donner une apparence modeste et locale, est-il à l'image du cheval de Troie : une porte d'entrée de la grande finance, de ses dérives et ses spoliations ?

Futuren a été racheté par EDF Énergie Nouvelle qui est née de la société SIIF (Société Internationale d'Investissements Financiers), que Pâris Moratoglou créa en 1990. Il a d'abord développé des centrales thermiques et hydroélectriques avant de se lancer dans l'éolien, puis dans le solaire. La société prend une toute autre dimension lorsque EDF entre dans son capital en 2000, en acquérant 35% des parts, puis monte à 50% en 2002. En 2004, elle change de nom pour devenir EDF EN, avant d'entrer en Bourse en 2006. À l'été 2011, EDF rachète les 50% d'EDF EN qui lui manquaient, soit le capital qui était en Bourse et les 25% que possédait encore son fondateur. Pâris Moratoglou empoche ainsi 600 millions d'euros et se réfugie au Luxembourg.

Comme d'autres multinationales dans le secteur des énergies renouvelables, EDF EN s'est implantée dans l'Etat d'Oaxaca au Mexique.

Les indigènes qui cultivent des terres ancestrales sont chassés pour faire place à un ensemble de 1600 éoliennes constituant le plus grand projet d'Amérique latine, encore en cours d'agrandissement. Horizon saturé d'hélices à perte de vue surplombant ce qui reste des champs de maïs. Pour Amnesty international, « *police et armée coordonnent leurs efforts avec les multinationales pour persécuter, assassiner, emprisonner tout opposant* ». Droits humains bafoués. Droits tout court aussi. Les entreprises européennes achètent ou louent les terres, puis la grande majorité de l'électricité produite alimente des entreprises de grande distribution américaine telle Walmart.

Retour à Crassous. Au milieu d'un saccage, des arbres arrachés, de la terre éventrée, nous avons bloqué la machine de la révolution verte. Ils pourront apprendre dans leurs écoles d'ingénieur ou à science po, à mener des projets d'aménagements en impliquant les habitants, dans la concertation avec le public, ceci afin d'éviter toute opposition, que nous ne serons pas dupes de la violence qui sous-tend la logique de gestion des territoires en tant que matière première.

La croissance du cancer

« *La loi de transition énergétique et numérique pour le croissance verte* » a été imposée le 22 juillet 2015 par Royal et Valls. Cette loi nous plongeait dans la troisième révolution des « technologies vertes ». Celle de l'exploitation des êtres et de la destruction de la nature, qui n'a que faire de la charte de l'environnement. Dans « *La guerre des métaux rares* », Guillaume Pitron révèle l'envers de cette « révolution ». Ainsi, les propriétés magnétiques de ces métaux sont exploitées pour fabriquer des aimants ultra-puissants utilisés dans les moteurs électriques, dans les batteries qui les alimentent, les pots catalytiques, les ampoules basse consommation, les composants de tout appareil numérique, pour toutes les technologies dites hypocritement « vertes ». Mais l'extraction et le raffinage de ces métaux sont extrêmement polluants. Quelle honteuse situation de parler d'énergies propres ici, quand elles causent tant de souffrances de l'autre côté de la planète, en Afrique, ou en Asie.

Vue du ciel, on dirait un lac noir. Mais il s'agit d'un immense déversoir, dans lequel les usines rejettent des eaux chargées de produits chimiques qui ont

servi au traitement de minéraux recherchés sur toute la planète : les « terres rares ». La Chine réalise 97 % de la production mondiale, dont 70 % sont traitées à Baotou, en Mongolie-Intérieure. C'est le plus grand site chinois de production de ces matériaux stratégiques, indispensables à toute l'industrie high-tech et renouvelable, des smartphones aux éoliennes, en passant par les voitures électriques. La concentration des terres rares dans la roche est très faible, il faut donc les séparer et les purifier par des procédés hydro-métallurgiques et des bains d'acides. Dans les eaux troubles, on trouve donc toutes sortes de substances chimiques toxiques mais aussi des éléments radioactifs, comme du thorium, dont l'ingestion provoque des cancers du pancréas, du poumon et du sang. Dans tous les villages avoisinant les usines de Baotou, les sols et les nappes phréatiques sont saturés de produits toxiques. Les paysans abandonnent leur champs, leur bétail. Les récoltes sont décimées par ces poisons. Baotou est autoproclamée par les autorités « capitale mondiale des terres rares ». Les habitants parlent de « la ville du cancer ».

La production d'une voiture électrique consomme trois à quatre fois plus d'énergie que celle d'un véhicule conventionnel et sur l'ensemble d'un cycle de vie, leurs consommations énergétiques sont globalement proches. La fabrication d'une puce électronique de deux grammes implique le rejet de deux kilos de matériaux. Un courriel avec une pièce jointe consomme autant d'électricité qu'une ampoule basse consommation de forte puissance pendant une heure. Cela fait dire à Guillaume Pitron que « *la prétendue marche heureuse vers l'âge de la dématérialisation n'est donc qu'une vaste tromperie, puisqu'elle génère, en réalité, un impact physique toujours plus considérable.* »

Les métaux rares n'existent pas en volume suffisant pour répondre longtemps à la demande, et cela pourrait bloquer la plupart des pays dans leur transition énergétique et numérique. Mais pas d'inquiétude, d'ici là, « les acteurs » du capitalisme vert auront découvert une nouvelle story-telling pour ne rien changer à la violence de ce système et aux guerres à venir pour ces denrées. Ils trouveront de nouvelles culpabilités à nous faire porter pour accepter nos conditions d'existences dans nos véhicules électriques autonomes, en regardant dans des lunettes à réalité virtuelle les forêts en 3D défiler le long de l'autoroute des vacances.

On n'est pas D.U.P !

Nous emprunterons à A. Einstein un morceau de sa pensée : « *On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré.* »

À St Victor, RTE n'a pas attendu l'étude d'impact sur la biodiversité et les habitants, ni que l'Utilité Publique n'ait été déclarée pour annoncer le début des travaux imminents et légitimer leur projet d'aménagement comme un sacrifice nécessaire d'un territoire rural, une solidarité nationale qui doit l'emporter sur le nombre des habitants impactés.

Un conseiller municipal, dans un moment d'impuissance, exprimait qu'il avait parfois l'impression que l'on détruit sans jamais l'écouter. Grand nombre de celles et ceux qui ont tenté à ce que leur opposition et leurs arguments soient intégrés dans le rapport de ces enquêtes, autant des élus que des habitants, sont revenus avec une idée claire : on ne les reprendra pas à cette mascarade de concertation. Alors en prévision de l'enquête publique, pendant des jours nous nous sommes retrouvés à Saint-Victor pour partager nos vies avec des personnes venues du département mais aussi des quatre coins de notre ras-le-bol.

Le 7 novembre 2017, en chantant ensemble refrain fétiche « RTE dégage... », dans une joie mémorable nous avons repoussé les commissaires enquêteurs de St-Victor. Au sommet du vieux donjon du village une immense banderole de résistance est lancée : « *PAS RES NOS ARRESTA* ». Clin d'œil à Plogoff où l'opposition à la centrale nucléaire avait affichée au faîte de l'église un « *Appel du clocher contre l'envahisseur* ». Nous nous inscrivons dans la continuité du Carnet, de Golfech, du Pellerin et de tous ces lieux où l'on bloqua la tenue des enquêtes d'utilité publique.

Arpentant la grand-rue, les trois commissaires enquêteurs sont enserrés par une haie d'honneur de slogans harnachés aux balcons : « *On n'est pas D.U.P.* », « *L'enquête Lasserre à rien* » du nom du commissaire enquêteur en chef, « *RTE Remballe Ton Enquête* » est affiché au dessus de la Mairie, « *Enquête, coup d'tête, balayette* ». Trois tracteurs placés à l'entrée témoignent de la mobilisation des agriculteurs menacés.



Sous un ciel clair, sur les terres de la plaine, après deux ans de procédure et un notaire qui nous a lâché suite à des pressions, nous sommes 132 indivisibles à avoir signé l'acquisition d'une parcelle situé au cœur de la zone convoitée par RTE. Et bien plus à avoir prêté le serment des indivisibles : « *Défendre envers et contre tout cette terre* ». Cette barricade de papier sera un moyen de plus pour ralentir les expropriations et les bulldozers. Nous savons qu'au vu des moyens mis en œuvre, des avocats de RTE travaillent déjà sur le dossier de l'expropriation des indivisaires et que ce n'est qu'une question de temps. Alors quand le commissaire tente de prendre la parole, nous ne désarmons pas : « *Ne reviens pas ! Ne reviens pas !* » sera la seule notification qu'ils consigneront au village de Saint-Victor.

Suite à l'intrusion dans la mairie, les dossiers menteurs et les données techniques de RTE passent de main en main jusqu'au brasero qui brûle. Puis c'est au tour de la maquette de promotion d'aller prendre un peu l'air. Les publicitaires de RTE ont omis de faire figurer sur leur plan le hameau d'Ayres, où vivent les plus proches voisins de l'infrastructure imposée. Et leur transformateur, trois fois plus grand que celui du Planol, semble occuper ici la même taille.

Après deux tentatives infructueuses d'acheminer ses commissaires enquêteurs vers les mairies concernées par le projet de méga-

transformateur, la Préfecture de l'Aveyron jette l'éponge et annule les trois dernières dates prévues. Il n'y aura donc jamais d'enquête d'utilité publique au pays des Raspes du Tarn.

Mais la Préfecture donne un « *avis de modification de l'enquête unique* » et définit cinq nouvelles permanences condensées sur une seule semaine. Celles-ci auront lieu dans le Nord du département, loin de Saint-Victor et sous la garde des gendarmes mobiles. Sans cette pseudo-consultation, ils ne pourront obtenir leur chère D.U.P.

Des Don Quichotte, mais pas que...

La solidarité ne passe pas par les lignes THT. Elle s'étend au travers des rencontres, la mise en commun de nos idées, de nos pratiques. Les assemblées de lutte ont pris comme point de départ l'opposition au transformateur et aux éoliennes industrielles qui l'accompagnent mais ont été bien au-delà de cette opposition, dans la simplicité des échanges du quotidien qui tiennent éveillés.

Parfois nous nous parons de l'armure défroqué de Don Quichotte et nous défions ce monde. Monde de l'économie, de la mise en coupe réglée de nos lieux de vie et de la marchandisation de nos battements et de nos esprits. Nous bâtissons notre hameau et tissons des relations chaque jours plus solides et plus diffuses. La peur s'accepte et se dépasse ensemble, afin de nourrir cette lutte pour s'octroyer des espaces libérés, du commun, au-delà des postures, dans les drailles de ce monde totalisant. Peut être notre quête est voué à l'échec. Mais nous y sommes, et nous nous émancipons.

Des chevaliers et Chevalières vous défient [...] Sans peur et le vent de l'histoire chante en nous : – Nous vous déclarons incompetents pour nous gouverner, pour aménager nos lieux de vie, pour nous notifier nos expropriations, pour dicter nos modes d'existences et nos imaginaires. Nous ne craignons pas l'avenir et nous ne cogérerons pas le désastre.

Pas Res Nos Arresta

amassada@riseup.net



Ni
ici
▼▼
NON
au **TRANSFORMATEUR**
à **S-t VICTOR (12)**
Ni
ailleurs

